

# Les enseignants en liste d'attente incessamment titularisés

Page 4

# LE JOUR

D'ALGERIE

V o t r e q u o t i d i e n n a t i o n a l

Quatorzième année - N° 4143 - Dimanche 9 avril 2017 - Prix : 10 DA

60<sup>e</sup> anniversaire de l'exécution du  
chahid Arezki Louni

## Une placette baptisée à son nom

Page 24

Manipulation des prix

## Tebboune annonce un numéro vert pour dénoncer la spéculation

Page 3

### A qui profite le crime ?

Par Mohamed Habili

**J**usqu'à aujourd'hui, force est de constater qu'il n'existe aucune preuve de la responsabilité de l'armée syrienne dans l'attaque chimique de Khan Cheikhoun dans la périphérie d'Idlib. Cela n'a pas empêché les Etats-Unis d'agir comme s'il y en avait une, ni leurs alliés de les approuver en cela comme s'ils avaient pu se rendre compte par eux-mêmes de la véracité de leurs affirmations. Or dans ce genre de crime, qui a pu être commis par bien des parties et de bien des façons, il n'y a pas de scène de crime qui a pu conserver des indices essentiels et que des enquêteurs dignes de confiance seraient en mesure de prélever en s'y rendant suffisamment à temps. Dans le doute, les Américains ne se sont pas abstenus. Au contraire, ils ont agi on dirait pour asséner la preuve qui leur manque, et pour faite taire leur doute. A leurs yeux, la preuve que l'armée syrienne est coupable dans cette attaque, c'est qu'ils y ont riposté en lançant une soixantaine de missiles Tomahawk sur le présumé coupable. Ils ne feraient rien de pareil sinon. Autrement ils seraient des gens irrationnels, qui se seraient attaqués arbitrairement à un Etat souverain avec lequel, comble d'injustice, ils ne sont même pas en guerre. Comme ce ne serait pas la première fois qu'ils inventent des preuves pour justifier une agression, la prudence commande de rester particulièrement vigilant en l'occurrence. S'ils font mal à qui les subit, 60 missiles de tirés ne font pas preuve de culpabilité pour autant.

Suite en page 3

Législatives 2017

# Top départ pour la campagne électorale

● **Béjaïa/L'heure de vérité a sonné pour les candidats**



C'est aujourd'hui que 50 partis politiques ou réunis à titre d'indépendants s'en vont en campagne électorale durant trois semaines en vue de la prochaine législature. Tous avec un dénominateur commun : l'appel lancé aux électeurs pour «une participation massive» susceptible de donner de la crédibilité au scrutin du 4 mai. Lire page 2

Attentat à Stockholm

## Un Ouzbek connu des services en garde à vue

Page 12

Documentaires historiques

## «Les transmissions» et «Les immortelles du MALG» projetés en avant-première

Page 13

Législatives 2017

# Top départ pour la campagne électorale

■ C'est aujourd'hui que 50 partis politiques ou réunis à titre d'indépendants s'en vont en campagne électorale durant trois semaines en vue de la prochaine législature. Tous avec un dénominateur commun : l'appel lancé aux électeurs pour «une participation massive» susceptible de donner de la crédibilité au scrutin du 4 mai.

Par Linda Naili

Première élection régie par la nouvelle loi organique de 2016 relative au régime électoral, les législatives de 2017 se joueront autour de 50 partis politiques et les indépendants dont les listes sont qualifiées. Unaniment, tous appellent à un vote massif qui lui seul sera non seulement garant de la crédibilité de ce scrutin et du «*changement démocratique paisible*», mais aussi constituera «*un message politique fort*» de soutien «*aux institutions et au développement du pays*» et réservera «*la stabilité et la sécurité*» de l'Algérie.

Ainsi, ayant fortement misé sur la communication, les partis en concurrence devront à partir d'aujourd'hui, de 8h jusqu'à 18h, placarder leurs affiches sur les espaces publicitaires qui leur sont réservés sur les lieux et places publics. Sous des slogans que chacun aura jugés accrocheurs et à même de toucher la fibre «*électorale*» des électeurs à courtiser. C'est ainsi qu'à

titre d'exemple, le FLN arborera sur ses affiches et banderoles «*Passé et présent riches, et un avenir optimiste*». Le RND, lui, se veut «*Loin des slogans et à travers un discours direct et franc*», alors que le MPA s'affichera «*Pour le changement et la défense de la justice sociale*». De son côté, le RCD défendra son programme avec le slogan «*Pour un nouveau départ pour l'Algérie*». Quant au Front national algérien (FNA), il aura choisi son slogan sous le thème «*Pour le changement et la défense de la justice sociale*». Les formations islamistes, elles, l'alliance Mouvement de la société pour la paix (MSP) et Front du changement (FC) menèra sa campagne avec comme slogan «*Ensemble pour une Algérie prospère et sûre*», alors que l'Union pour Nahda, El-Adala et El Bina (UNAE) affiche celui de «*Préserver le pays et œuvrer pour l'intérêt public*». Le parti Tajamoue Amal El-Djazair (TAJ) pour sa part brandira le slogan «*Fidèles à l'Algérie*».

De plus, afin courtiser au



maximum leur électoral, les candidats en lice de la future APN devront tenter de convaincre ce dernier de la «*justesse*» et du bienfondé de leur programme qui, de leur point de vue, concrétisera les valeurs et les objectifs portés par leurs slogans. Pour ce faire, les candidats et chefs de partis devront défendre leurs cartes à travers les meetings populaires, rencontres de proxi-

mité mais aussi par voie de réseaux sociaux devenus de nos jours incontournables pour la sensibilisation des électeurs. Une tâche qui d'ores et déjà s'annonce ardue. La confiance électeurs/élus étant rompue au vu du désenchantement des expériences précédentes, les candidats devront mener une bataille doublement rude en ce sens qu'ils se doivent non seule-

ment de persuader les électeurs de se présenter aux urnes mais aussi de gagner leurs voix. Au plan logistique, «*tout est fin prêt*». L'administration concernée affirme avoir mis l'ensemble des conditions humaines et matérielles pour la réussite de cette campagne. Noureddine Bedoui, indiquant que 4 734 espaces ont été réservés pour la tenue des meetings, assure pour cela que plus de 53 000 bureaux de vote, dont 390 pour la communauté nationale établie à l'étranger et 166 bureaux itinérants, ainsi que 500 000 encadreurs ont été mobilisés pour l'organisation des élections, qui après révision exceptionnelle du fichier national électoral concerne 23 251 503 électeurs, dont 45,85% sont des femmes. De son côté, la Haute instance indépendante de surveillance des élections (Hiise) avertit les candidats contre tout de dépassement, qui, dira-t-elle, sera signalé par la permanence pour corriger la situation faute de quoi il sera considéré comme infraction à son encontre.

L.N.

Sétif

## Un corps électoral d'environ un million d'inscrits

LA WILAYA de Sétif totalise un corps électoral d'environ un million d'inscrits, a indiqué samedi le Directeur de la régulation et des affaires générales (Drag), Mohamed Allalou. Ce corps est composé de 964 836 inscrits, soit 533 222 hommes et 431 614 femmes qui seront le 4 mai appelés à s'exprimer dans 610 centres et 2 157 bureaux de vote encadrés par 18 149 agents. Pas moins de 1 080 espaces ont été réservés aux affiches dans la wilaya et 145 lieux pour les meetings électoraux, selon ce responsable. Tous les dispositifs de préparation en prévision de l'ouverture de la campagne électorale pour les élections législatives du 4 mai prochain ont été mis en place dans la wilaya de Sétif, ont assuré les responsables des instances concernées. La phase pré-campagne a été jugée «*positive*» et l'ensemble des opérations y afférentes ont été accomplies conformément à la réglementation en vigueur, a encore assuré le coordinateur de wilaya de la Haute instance indépendante de surveillance des élections législatives, Belkacem Nouisser. «*Les procédures de révision administrative des listes électorales ainsi que de retrait et de dépôt des candidatures se sont déroulées dans la conformité aux dispositions de la loi organique sur les élections*», a-t-on précisé.

L. M.

Béjaïa

## L'heure de vérité a sonné pour les candidats

L'heure de vérité a sonné pour les candidats. Ils devraient rencontrer les citoyens à partir d'aujourd'hui et ce, pendant trois semaines (22 jours exactement) pour tenter de vendre leurs programmes ou plutôt leurs promesses. Les candidats des 16 partis et des deux listes indépendantes devront déployer beaucoup d'énergie et de pédagogie pour réussir à faire admettre aux citoyens d'exprimer leur suffrage d'abord et que l'acte de vote est très utile car ils n'ont jamais été aussi démotivés ou démotivés qu'ils le sont aujourd'hui. Et l'abstention sera sans nul doute un élément sérieux, même très sérieux, à prendre en considération. Les candidats doivent expliquer aux populations, livrées à elles-mêmes depuis plusieurs années avec un pouvoir d'achat très érodé, des salaires très bas, parfois sans eau potable, sans gaz de ville, sans routes, sans assainissement, ce qu'ils feront, une fois élus, pour changer cela. Ou plutôt leur dire ce qu'ils ont déjà fait, surtout pour ceux qui étaient déjà au Parlement, et même ceux qui ne l'étaient pas car ces derniers pour la plupart étaient aux abonnés absents pendant cinq ans, ne prenant pas la peine de les défendre, faire entendre leur voix plus haut. Ils les ont laissés se débrouiller seuls, à couper les voies et à fermer les édifices publics. Voilà un peu ce que reprochent les citoyens à la classe politique pour ceux qui ne le savent pas ou feignent de l'ignorer, car nos partis politiques réap-

paraissent seulement pendant les élections pour se faire élire, obtenir un fauteuil confortable, un salaire mirobolant et des privilèges au sein du Parlement. Heureusement il y a toujours des personnes sincères qui défendent malgré les temps difficiles les intérêts des citoyens et pensent à eux. D'ailleurs, que sait-on des programmes des candidats ? Très peu ou rien. L'on se contente de parler de «*la politique*» sans jamais parler du fond ou de l'essentiel, notamment ce qui taraude les esprits des citoyens qui doivent nourrir leurs familles, éduquer leurs enfants, faire face aux dépenses quotidiennes, etc. Hier, c'était au tour de la Coordination des associations de soutien au programme du président de la République d'appeler, depuis la maison de la culture, «*à la mobilisation générale durant la campagne et le jour du scrutin afin d'aller voter le 4 mai prochain*». Pour Redouane Abdenour, coordinateur de ces associations, «*c'est le cadeau qu'on peut offrir au président de la République le jour J*». Pour la tête de liste des indépendants, dite Liste des citoyens libres (LCL), conduite par l'ex-président de l'APW et transfuge du FF, Farhet Hamid, «*la campagne électorale de notre liste sera axée sur des rencontres de proximité à travers les communes et villages de la wilaya*». Et d'ajouter : «*Nous allons expliquer la démarche et le programme de notre liste, dire la vérité aux citoyens et comment les défendre au Parlement une fois élus, et surtout les écouter*

pour agir conséquemment à leurs doléances». «*Nous seront les députés des citoyens*», a-t-il ajouté. Pour le candidat du RND à Béjaïa, Kamel Bouchoucha, «*la campagne électorale du parti sera centrée sur des rencontres thématiques, branche par branche, l'écoute des doléances et l'action en fonction de leurs revendications. Des rencontres de proximité et trois grands meetings sont également prévus durant les 22 jours de la campagne électorale*». Nous avons appris que le secrétaire général du parti, Ahmed Ouyahia, devrait animer un meeting à Béjaïa vers la fin de la campagne. A noter que le secrétaire de wilaya du parti et tête de liste aux législatives a organisé un regroupement des secrétaires communaux RND (région Ouest Béjaïa) à Akbou, en présence des candidats du parti aux prochaines législatives. Il s'agissait de donner des consignes sur l'animation des rencontres de la campagne électorale et les préparatifs y afférents. Plusieurs commissions ont été mises en place lors de cette réunion. On y trouve la commission de communication et programmation, organisation et logistique, administration-cabinet et enfin action et mobilisation. L'élaboration du programme de la première semaine de campagne était également en discussion. Aujourd'hui, première journée de la campagne, des cérémonies d'ouverture des permanences de campagne auront lieu à travers la wilaya : à Ouzellaguen, Kherrata, Aokas,

El-Kseur, Darguina et Amizour notamment, ceci en présence de la société civile. Kamel Bouchoucha a appelé «*à la mobilisation générale afin de relever le défi et faire du RND une force politique dans la région*». Chez le MPA, l'on mise sur des rencontres de proximité et un grand meeting à Tazmalt du secrétaire général du parti Amar Benyounés mercredi 12 avril à 16h près du siège de la daïra pour soutenir la tête de liste du parti à Béjaïa, en l'occurrence Smail Mira, actuel maire de Tazmalt et ex-député. Ce dernier compte sillonner toutes les communes de la wilaya et appeler à voter pour sa liste. Pour sa part, le FFS a animé un meeting au TRB en présence d'Ali Laskri, membre du Présidium, pour commémorer le 30e anniversaire de l'assassinat d'Ali Mecili à Paris, le 7 avril 1987. La fédération du FFS à Béjaïa a présenté publiquement sa liste de candidats pour les prochaines législatives. Chafaâ Bouaiche, tête de liste FFS à Béjaïa, n'a pas hésité à évoquer une éventuelle fraude. Il a justifié le choix de son parti de participer aux élections législatives par la volonté «*de faire barrage aux opportunistes et à la mafia*». Il a appelé la population à ne pas «*reconduire ceux qui ont voté la loi de finances antisociale*». Par ailleurs, intervenant lors de ce meeting populaire, Ali Laskri a réitéré le projet du FFS de construire le consensus national, «*seule issue salutaire à la crise que traverse le pays*».

Hocine Cherfa

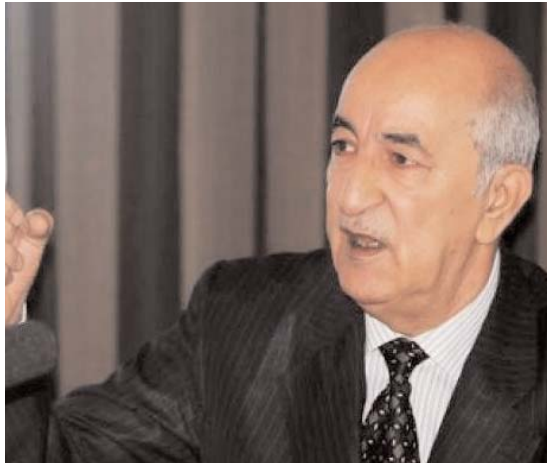
Manipulation des prix

# Tebboune annonce un numéro vert pour dénoncer la spéculation

■ Abdelmadjid Tebboune a affirmé que son département misait sur «une nouvelle stratégie pour réguler le marché et lutter contre la hausse des prix». Il a annoncé, à cet effet, le lancement d'une politique basée sur le travail de terrain et la forte présence d'agents de contrôle commercial, en coordination avec les secteurs concernés pour la régulation du marché, le contrôle des prix et la lutte contre les commerçants spéculateurs et fraudeurs.

Par Meriem Benchaouia

Face à une envolée des prix des produits agricoles frais depuis le début de l'année, Abdelmadjid Tebboune veut assoier une tradition de contrôle durable pour rendre le commerce sain en faisant appel à la contribution des consommateurs. En effet, il a affirmé que son département misait sur «une nouvelle stratégie pour réguler le marché et lutter contre la hausse des prix». A cet effet, il a annoncé le lancement par son département d'une stratégie basée sur le travail de terrain et la forte présence d'agents de contrôle commercial, en coordination avec les secteurs concernés pour la régulation du marché, le contrôle des prix et la lutte contre les commerçants spéculateurs et fraudeurs. Cette stratégie vise à protéger l'économie nationale et à préserver le pouvoir d'achat des citoyens, ainsi que leurs acquis sociaux, à travers plusieurs mesures, à savoir «la subvention». «Nous ne permettrons pas aux commerçants spéculateurs et fraudeurs de récupérer les taxes et impôts pris en charge par l'Etat dans le cadre des subventions pour les mettre dans leurs poches», a souligné le ministre avant d'ajouter : «Nous prendrons les mesures nécessaires pour lutter contre le phénomène de gonflement des prix même s'il faut recourir à la justice». Il a assuré que toutes les mesures seront prises en coordination avec les différents secteurs et instances concernés sur le terrain pour faire face aux spéculateurs. Un numéro vert national sera lancé à partir du 15 avril pour permettre aux citoyens de «signaler les dépassements enregistrés sur le terrain par les commerçants, qu'il s'agisse de hausse des prix ou autres infractions», a-t-il indiqué, précisant que les communications des citoyens seraient orientées vers le centre régional le plus proche,



Pêche ont, à cet effet, signé une convention portant création de brigades mixtes de contrôle économique et commercial pour veiller au respect de la réglementation en vigueur.

La cérémonie de signature s'est tenue en marge du Séminaire national sur le contrôle économique, organisé par le ministère du Commerce et auquel ont pris part des cadres et des représentants de divers secteurs et corps concernés par le contrôle commercial, dont le Commerce, l'Agriculture, la Santé, l'Intérieur, les Affaires religieuses, les Impôts, les Douanes, la Gendarmerie et la Sûreté nationales. Le document prévoit la création de brigades mixtes de contrôle commercial composées d'agents de contrôle des deux secteurs, lesquels seront investis de missions de contrôle sur le terrain au niveau des marchés et des commerces pour veiller au respect de la réglementation en vigueur en termes de qualité et de prix. Les dites brigades seront bientôt opérationnelles au titre de la stratégie de lutte contre la fraude, la spéculation et la flambée des prix, a précisé M. Tebboune. Outre ces brigades et 10 000 agents relevant du ministère du Commerce, d'autres brigades de contrôle seront mises sur pied entre ce ministère et d'autres secteurs tels que la Santé, les Finances, les Douanes et les Impôts, a fait savoir M. Tebboune.

Le ministre a rappelé les mesures juridiques et opérationnelles prises ces dernières années par les pouvoirs publics pour réguler le marché, citant à titre d'exemple le programme du ministère du Commerce qui a permis de recruter 7 000 agents diplômés universitaires dans le cadre du système de contrôle et l'acquisition de 555 véhicules pour permettre aux agents de couvrir tout le territoire national.

M. B.

M. H.

avant l'intervention immédiate d'une équipe de contrôle mobilisée à cet effet. Ladite équipe prendra ensuite les mesures nécessaires contre le commerçant contrevenant, soit en dressant un procès-verbal ou en procédant à la fermeture du local ou la soumission du dossier à la justice.

## Le ministre appelle les citoyens à signaler toute hausse injustifiée des prix

A une question sur la hausse du prix de la pomme de terre, le ministre a souligné que cette hausse injustifiée était le résultat de la spéculation, affirmant que le ministère de l'Agriculture avait pris les mesures nécessaires pour approvisionner les marchés en quantités importantes de pomme de terre afin d'en réduire les coûts.

L'objectif du séminaire national sur le contrôle économique est de mobiliser les secteurs concernés par le contrôle commercial, à savoir l'agriculture, la santé, les douanes, les finances et les services de sécurité, pour former des équipes conjointes d'agents de contrôle qui seront

déployées à travers l'ensemble du territoire nationale. La mission de ces dernières consiste à contrôler les marchés et les prix en vue de protéger l'économie nationale et préserver le pouvoir d'achat du citoyen. En dépit des 10 000 agents de contrôle que compte le ministère du Commerce à l'heure actuelle, ce nombre pourrait augmenter en fonction des besoins afin d'améliorer la régulation du marché et d'assurer sa stabilité.

## Des brigades mixtes pour un contrôle hors conjoncture

Par ailleurs, Abdelmadjid Tebboune a insisté devant les cadres de son département sur la nécessité d'un contrôle commercial continu, rigoureux et durable. Lors d'une rencontre réunissant les acteurs de son département et des représentants d'autres secteurs partenaires concernés tels le ministère de l'Agriculture, la Gendarmerie et la Sûreté nationales, il a exprimé le vœu d'un contrôle hors conjoncture. Les deux ministères du Commerce et de l'Agriculture, du Développement rural et de la

Scrutin

## Plus de 600 centres de vote dans la wilaya d'Alger

Dans le cadre des législatives du 4 mai, 644 centres de vote encadrés par plus de 30 000 agents ayant bénéficié d'une formation sur la gestion de l'opération de vote, ont été consacrés pour la wilaya d'Alger, a indiqué, vendredi à Alger, le directeur de l'Administration locale, chargé des élections et des élus pour la wilaya d'Alger, Ahmed Bouahmed. En marge de

l'annonce du lancement de la «caravane juvénile pour les élections» qu'organisent les Scouts musulmans algériens (SMA), en coordination avec l'APW d'Alger, M. Bouahmed a précisé que 644 centres de vote, constitués de 5 130 bureaux de vote, ont été consacrés à la wilaya d'Alger le jour du vote, ajoutant, à cet égard, que ces centres sont des écoles primaires qui seront

réquisitionnées le jour même du scrutin. Le même responsable a affirmé qu'un nombre important d'encadreurs, ayant bénéficié de formation continue sur la gestion de l'opération de vote, en vue de maîtriser tous les aspects juridiques fixant leur mission, sera mobilisé le jour du scrutin. Les législatives 2017 connaîtront la participation de 680 candidats en lice pour briguer 37 sièges au

niveau de la wilaya d'Alger, a soutenu M. Bouahmed. Pour ce qui est de la conférence relative à l'annonce du lancement de la caravane juvénile de sensibilisation pour les élections et qui sillonnera les diverses communes de la wilaya d'Alger, le Coordinateur du SMA de la wilaya d'Alger, Rachid Boudina, a indiqué que cette caravane visait à inculquer l'esprit de

LA QUESTION DU JOUR

## A qui profite le crime ?

suite de la page Une

Dans ce cas l'observateur honnête ne peut que réserver son jugement. Il en réduct à se poser la seule question pertinente dans ces circonstances : à qui profite le crime ?, tout en se gardant de perdre de vue que la réponse qu'il est possible de lui donner ne vaudra elle non plus ni preuve de culpabilité, ni preuve d'innocence. Cette question, que bien peu se posent ouvertement, parce qu'elle est en faveur du régime syrien, taraude l'esprit de tout le monde, y compris ceux pour qui la culpabilité du régime syrien va toujours de soi. Or ici justement le crime ne profite en aucune façon à Bachar Al Assad. De cela tout le monde est bien conscient. Mais alors surgit une question annexe : un crime qui clairement ne profite pas à Bachar Al Assad peut-il néanmoins avoir été commis par lui ? Oui répondent les uns, non les autres – encore que ces derniers ne se la posent pas directement, qui voient les premiers non seulement la poser mais y répondre affirmativement. Il est cependant une chose qui ne donne pas prise au doute méthodique, c'est que depuis le début du conflit syrien, jamais les Américains et les Russes n'ont été aussi près d'un affrontement direct entre eux. Il est vrai que tout dépend à cet égard d'une nouvelle agression américaine contre la Syrie. La Russie ayant décidé à la suite de cette dernière de renforcer les capacités de défense de l'armée syrienne, de façon à ce qu'elle soit protégée contre un nouveau tir de missiles, on voit mal les Américains, tout autant d'ailleurs les Israéliens, tolérer seulement qu'ils ne puissent l'attaquer quand bon leur semble et de la manière qu'il leur plairait. Une Syrie sur laquelle les Américains ne puissent rééditer leur dernière attaque, c'est déjà un casus belli. Donald Trump a fait campagne entre autres en désignant sa rivale Hillary Clinton comme une va-t-en guerre, et le voilà qui fait exactement ce qu'elle aurait fait si elle avait été à sa place. Elle s'est empressée d'ailleurs de l'en féliciter.

M. H.

Ghani Y.

## Les traditions équestres et camelines célébrées Fête du Méhari à Metlili

LA FÊTE locale du Méhari s'est ouverte vendredi en fin d'après-midi à Metlili (45 km au sud de Ghardaïa), dans une ambiance célébrant la fantasia et les traditions équestres et camelines de la région. Initiée par l'association locale de fantasia de Metlili en collaboration avec l'Assemblée populaire communale (APC), cette manifestation culturelle de deux jours vise la préservation des traditions de méhari et équestre et permettre la réhabilitation de plusieurs coutumes mettant en valeur le talent des cavaliers et méharistes. Cette fête a pour objectif également la valorisation et la promotion du riche patrimoine matériel et immatériel local pour l'ériger en un levier de développement durable, ont indiqué les organisateurs. Cet événement culturel vise aussi à préserver l'art séculaire d'être «chevalier, cavalier et méhariste» tout en le mettant au service du développement social et à transmettre aux générations futures les valeurs de respect, de courage et d'honneur, véhiculées par ce noble art d'apprivoiser le cheval et le dromadaire, a-t-on ajouté. «Le cheval, le méhari et la fantasia ont en effet toujours fait partie du patrimoine culturel ancestral des différentes régions du pays et continue aujourd'hui à occuper une place phare lors des grandes fêtes familiales ou nationales», a expliqué un sociologue de la région. Le cheval et le dromadaire occupent une place prépondérante dans le vécu et l'imaginaire des Algériens vivant au nord comme au sud, a-t-il précisé, ajoutant qu'une importance particulière est donnée aux objets d'ornement des chevaux et méharis (dromadaires) ainsi que les costumes et tenues des cavaliers et autres méharistes. Ce rendez-vous est porteur de signes annonciateurs d'une volonté de développer l'élevage équin et camelin afin de préserver ce précieux patrimoine de la région de Ghardaïa, une région qui recèle d'importantes richesses historiques, culturelles, agricoles et industrielles, selon les organisateurs. Le programme de cet événement prévoit des spectacles de fantasia et des démonstrations téméraires des cavaliers et méharistes sur des espaces aménagés dans le lieu dit Chaabate Ouelid Sidi El Cheikh à Metlili et des soirées artistiques animées par des troupes folkloriques locales. Le public nombreux a admiré les spectacles de courses de chevaux et dromadaires, ponctuées par le baroud d'honneur où la maîtrise irrécusable des cavaliers et méharistes est conjuguée à la beauté des animaux nobles (cheval et chameau). **Yanis Y.**

## Education

# Les enseignants en liste d'attente incessamment titularisés

■ L'exploitation des listes de réserve relatives au concours de recrutement d'enseignants de 2016 pour les trois cycles de l'enseignement interviendra du 7 au 17 avril, en prévision du concours du 29 juin.



Par Salem K.

C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère, rendu public hier sur son site électronique. Les directions de l'éducation procéderont à l'exploitation de la plate-forme numérique pour convoquer les candidats concernés en fonction du mérite, du cycle et de la matière, ajoute le communiqué. Concernant le recrutement de juin, la ministre de l'Éducation nationale a annoncé, lundi dernier, l'ouverture de plus de 10 000 postes pour le recrutement externe d'enseignants en 2017. Le concours est prévu, selon Nouria Benghabrit, pour le 29 juin prochain. La ministre de l'Éducation a annoncé que son département s'appropriait à recruter un nouveau contingent «global» de 40 000

enseignants afin de procéder au remplacement des personnels sur le point d'ouvrir droit à la retraite. Ces recrutements allaient se faire en deux phases distinctes. «La première, prévue du 7 au 17 avril 2017, consiste à puiser les candidats dans les listes d'attente du précédent concours, et la seconde phase de ce recrutement va se faire sur la base d'un nouveau concours national, appelé à se dérouler entre le 24 et le 28 juin 2017», a-t-elle expliqué. Pour les intéressés, la ministre a précisé que les postulants étaient appelés à s'inscrire, à partir du 2 mai 2017, par le biais d'une plateforme numérique. Selon la ministre, les remplacements des postes laissés vacants par les départs en retraite, n'étaient pas le seul motif de ce recrutement, certains parmi les enseignants recrutés

seront affectés dans les nouveaux établissements qui entreront en service lors de la prochaine rentrée scolaire, et d'autres, pour combler certaines matières, à l'exemple des mathématiques et de la physique, en particulier. Pour combler leur déficit en matière pédagogique, les nouveaux recrutés vont faire l'objet d'une formation d'imprégnation qui se déroulera «entre fin juillet et début août», et se poursuivra durant toute l'année scolaire. M<sup>me</sup> Benghabrit a exprimé la disponibilité de son secteur à élargir les spécialités pour les langues étrangères, notamment le russe, le turc et le chinois dans le concours, à la demande des élèves et au regard du nombre d'universitaires diplômés dans ces spécialités. Rappelons, en ce sens, que le directeur des ressources

humaines au ministère de l'Éducation nationale, Fayçal Fadhel, avait annoncé, en septembre dernier, l'organisation, avant la fin de l'année scolaire en cours, d'un concours national pour le recrutement d'enseignants dans les matières de physique et de mathématiques. «Faute de listes de réserve en ce qui concerne la physique et les mathématiques, un concours national sera organisé, avant la fin de l'année scolaire, pour le recrutement d'enseignants dans ces deux matières ainsi que d'autres enseignants de langue amazighe dans certaines wilayas accusant un déficit», avait précisé M. Fadhel. Le recrutement dans ces deux matières concernera les cycles moyen et secondaire, avait détaillé le même responsable.

L. A. R.

## Constantine/Nouvelle ville Ali-Mendjeli

### Mise en service d'un centre de tri sélectif

Un centre de tri sélectif a été mis en service samedi à la nouvelle ville Ali-Mendjeli (El Khroub), l'une des grandes agglomérations urbaines de la wilaya de Constantine, a-t-on constaté. Ce centre, premier du genre dans la wilaya, est d'une capacité de traitement de 2 tonnes de déchets secs par jour, a précisé à l'APS le directeur de l'Établissement de gestion urbaine de la nouvelle ville Ali-Mendjeli (Egouvam), Mehdi Hini, initiateur de cette opération. L'infrastructure, aménagée à l'unité de voisinage (UV) 9, est équipée d'une machine à coupe qui sépare les déchets en fonction de leur dimension et de leur nature et de trois caissons de collecte et de recyclage de déchets, a indiqué le même responsable. Elle permettra, selon le même responsable, de trier les déchets secs provenant des 17 unités de voisinage (UV)

de la ville Ali-Mendjeli, rattachées en matière de collecte de déchets ménagers et solides à l'Egouvam, a-t-il fait savoir, soulignant qu'une équipe de cinq agents a été mobilisée pour assurer le bon déroulement de cette opération, première expérience pilote à l'échelle locale. Cette initiative vise à contribuer à l'amélioration de la gestion des déchets ménagers tout en favorisant le recyclage des déchets secs dans cette ville totalisant 360 000 âmes, a affirmé la même source. Un programme de sensibilisation et d'éducation citoyenne au tri sélectif, lancé par le même établissement, a ciblé jusqu'à présent plus de 600 commerçants de cette ville, a détaillé M. Hini, notant que cette opération se poursuivra les jours prochains en collaboration avec des représentants des comités et gestionnaires de quartiers ainsi

que les établissements scolaires avec l'objectif «d'assurer l'adhésion des habitants et commerçants notamment au procédé du tri sélectif». La sensibilisation à la pratique du tri sélectif permet de changer le comportement des citoyens par rapport à la gestion des déchets ménagers et de diminuer le volume à enfouir dans les casiers du centre d'enfouissement technique (CET) de la zone de Bougerb, dans la commune d'Ain Abid (45 km au sud-ouest de Constantine), et réduire le nombre d'équipes mobilisées pour la collecte et le transport des déchets depuis ces sites d'habitation. Pas moins de 800 bacs à ordures en couleurs destinés à faciliter la collecte des déchets (restes alimentaires, plastique, carton), seront distribués à travers les 17 UV, a-t-on signalé à l'Egouvam.

Halim Y./APS

En vue d'assurer un contrôle économique efficace

# Appel à la numérisation de la gestion et de la formation

■ Les travaux du Séminaire national sur le contrôle économique ont été sanctionnés par l'adoption de plusieurs recommandations portant, pour la plupart, sur la nécessité de mettre à jour et d'adapter les mécanismes de contrôle en accord avec les exigences des règles de protection du consommateur et avec la transparence des activités commerciales, tout en réaffirmant l'importance de la formation et de la numérisation en matière de gestion du système de contrôle.



Par Salem K.

Lors de deux ateliers de travail, dont le premier porte sur les mesures proposées en vue de consolider le contrôle économique, et le 2<sup>e</sup> sur la relance de l'activité des brigades mixtes, les intervenants ont mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la promulgation des textes d'application relatifs aux documents officiels utilisés dans le contrôle économique, ainsi qu'à leur numérisation. Le 1<sup>er</sup> atelier a rappelé qu'en dépit des efforts en matière de contrôle économique, le marché connaît toujours beaucoup de dysfonctionnements, dont la prolifération des pratiques frauduleuses et de la spéculation et le non-respect des conditions de l'exercice des activités commerciales et des

produits non conformes. Les recommandations de l'atelier ont incité à la nécessité de consolider, d'adapter les mécanismes de contrôle conformément aux règles de protection du consommateur, et d'organiser la coordination entre divers secteurs en lien avec le secteur du commerce. Le rapporteur de l'atelier a appelé, à la clôture du séminaire en présence du ministre du Commerce par intérim, Abdelmajid Tebboune, à accélérer la généralisation de l'utilisation du registre du commerce électronique, affirmant, à ce propos, la nécessité d'unifier, de numériser ce registre et permettre à l'ensemble des intervenants dans l'opération de contrôle d'y accéder. Le même atelier a mis en exergue l'unification de l'utilisation de la facture entre les services des ministères

du Commerce et des Finances, outre l'accélération de la promulgation du cadre juridique du commerce électronique et la révision de la loi organique relative aux corps des agents de contrôle. Pour ce qui est des procédures d'application, l'atelier a recommandé la réactivation du rôle du Conseil national de protection du consommateur et la formation d'un groupe de travail comprenant les secteurs ministériels concernés en coordination avec les instances professionnelles en vue d'éradiquer le phénomène du marché parallèle. Les participants ont en outre salué le rôle des campagnes de sensibilisation en direction des opérateurs économiques et des consommateurs dans le renforcement du rendement des systèmes de contrôle. Le deuxième atelier, qui s'est penché sur la

relance des brigades mixtes, a recommandé de revoir les dispositions du décret exécutif 97/290 portant institution de brigades mixtes de contrôle en coordination avec les ministères de la Santé, des Finances, de l'Agriculture, de l'Industrie et des Mines, en vue de relancer ces brigades en veillant à définir leurs missions avec précision. Les participants à cet atelier ont insisté sur l'élargissement du champ d'intervention de ces brigades mixtes au contrôle de certaines activités en cas de fraude de grande ampleur, notamment la surfacturation à l'importation et le transfert illicite de capitaux vers l'étranger. Ils ont aussi appelé à établir une cartographie des opérateurs économiques via GPS qui permette de suivre la traçabilité des produits. Les participants ont également mis l'accent sur l'importance de doter les brigades chargées du contrôle sur le terrain de tous les moyens matériels et humains qui leur permettent de mener à bien leurs missions. Au terme des travaux du séminaire, les intervenants ont appelé à moderniser les méthodes de gestion des brigades de contrôle en les reliant à une base de données numérique. Le représentant des Douanes algériennes, Djamel Brika, a, pour sa part, souligné que le nouveau code des douanes avait consacré le contrôle économique dans toutes ses dimensions, ajoutant que le plan stratégique de la direction générale des Douanes pour la période 2016-2019 pré-

voyait de nouveaux mécanismes de contrôle basés sur les technologies de l'information et de la communication. Il a, par ailleurs, mis en avant la coordination existant entre les Douanes et les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) et de la Sûreté nationale dans le cadre de la lutte contre le crime économique, notamment au niveau des frontières.

S. K.

## Prix Le pétrole finit en hausse à New York

LES COURS du pétrole ont monté à New York en une fin de semaine marquée par une recrudescence générale d'interrogations géopolitiques. Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a gagné 54 cents à 52,24 dollars sur le contrat pour livraison en mai au New York Mercantile Exchange (Nymex). «Les événements en Syrie, les discussions avec la Chine... Il se passe beaucoup de choses et les investisseurs restent prudents en maintenant leurs positions orientées à la hausse», a expliqué Carl Larry, de Oil Outlooks and Opinions. Ces actualités ont permis aux analystes de détourner un peu leur attention des éléments dominants des dernières semaines, dont les interrogations sur les effets concrets des réductions de l'offre mises en œuvre depuis janvier par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires. De même, les cours n'ont guère marqué de réaction dans l'immédiat à l'annonce d'une nouvelle hausse hebdomadaire des puits actifs aux Etats-Unis, selon le décompte du groupe Baker Hughes, alors que la production ne cesse déjà d'y accélérer depuis des mois. En revanche, «après avoir bondi dans la nuit, les cours sont revenus sur une bonne partie de leur hausse à la suite d'un rapport mensuel décevant sur l'emploi aux Etats-Unis», a remarqué dans une note Matt Smith, de ClipperData. Selon les chiffres sur l'emploi américain en mars, les créations de postes ont fortement ralenti, même si le taux de chômage a reculé au plus bas depuis dix ans.

R. E.

## Changes

### L'euro baisse face au dollar

L'euro baissait face au dollar, les cambistes choisissant de passer outre des chiffres mitigés de l'emploi et du chômage aux Etats-Unis en mars, sur fond de regain d'appétit pour les valeurs refuge. La monnaie unique européenne valait 1,0616 dollar en fin d'après-midi contre 1,0643 dollar jeudi soir. La monnaie unique européenne baissait également face à la monnaie japonaise, à 117,58 yens pour un euro – après être tombée en cours d'échanges asiatiques à 117,32 yens, son plus bas niveau depuis fin novembre – contre 117,93 yens jeudi. Le dollar se stabilisait face à la devise japonaise, à 110,75 yens pour un dollar contre 110,80 yens la veille. Le billet vert s'est affaibli brièvement après les chiffres de l'emploi américain, le marché se

concentrant sur le chiffre principal du rapport officiel mensuel sur l'emploi américain, qui a fait état de créations d'emplois bien en-dessous des attentes, avec 98 000 nouveaux emplois contre 180 000 attendus, ont relevé des analystes. Pour les experts de City Index, «ce rapport est très difficile à déchiffrer car l'emploi est faible mais le chômage est meilleur qu'attendu». En effet, le taux de chômage a baissé de façon inattendue en mars, à 4,5% contre 4,7% le mois précédent, de quoi contrebalancer les créations d'emplois et déconcerter les cambistes. Les créations d'emplois sont près de moitié moindres que les attentes du marché, mais la résistance du dollar laisse à penser qu'elles ne modifieront pas les attentes des investisseurs sur les hausses de

taux à venir aux Etats-Unis, a tempéré Neil Wilson, analyste chez ETX Capital. «C'est le chiffre de l'emploi vraiment le plus mauvais depuis septembre dernier et cela, couplé avec une hausse des risques géopolitiques, a un peu déstabilisé le marché. Mais il faut le remettre dans le contexte : la tendance globale reste à de fortes créations d'emplois», a expliqué M. Wilson. Et pour Michael Hewson, analyste chez CMC Markets, «la croissance solide des salaires et du taux d'activité laissent à penser que le marché du travail est sur le point de se resserrer ce qui rend plus probable, pas moins, une hausse de taux». Dans l'ensemble, ce rapport ne modifie pas les attentes fondamentales du marché, qui table sur au moins deux nouvelles hausses des taux d'in-

térêt américains cette année. Une hausse des taux américains rend le billet vert plus rémunérateur et donc plus attractif pour les cambistes, qui cherchent à effectuer des achats à bon compte avant une telle action. A son tour, la livre britannique baissait face à la monnaie unique européenne, à 85,63 pence pour un euro, comme face au dollar, à 1,2396 dollar pour une livre. La devise suisse montait un peu face à l'euro, à 1,0689 franc suisse pour un euro, mais baissait face au billet vert, à 1,0069 franc suisse pour un dollar. La devise chinoise a terminé en baisse face au dollar, à 6,9005 yuans pour un dollar à 15h30 GMT, contre 6,8977 yuans jeudi à 14h10 GMT. L'once d'or a fini à 1 266,45 dollars au fixing du soir, contre 1 252,50 dollars jeudi.

Timezrit/ Béjaïa

# 3 milliards supplémentaires pour améliorer la vie des citoyens

■ Une enveloppe de 3 milliards de centimes a été accordée au profit de la daïra de Timezrit afin de prendre en charge les doléances exprimées par les citoyens dans les différentes communes.

Par Hocine Cherfa

C'est la décision prise par le wali de Béjaïa lors de la visite qu'il a effectuée mercredi dernier afin de s'enquérir de l'état d'avancement de plusieurs secteurs, mais surtout tenter de rattraper le retard accusé dans les projets de développement. Ainsi, 100 millions de centimes seront destinés à l'acquisition d'un équipement au profit du service biométrique de l'APC de Timezrit ainsi que le raccordement d'une annexe administrative où est recensé le plus grand nombre d'habitants à la fibre optique. Un montant de 400 millions de centimes sera délégué également de cette cagnotte pour combler les omissions en matière d'électrification rurale en faveur de 24 foyers. Le wali a instruit le responsable de la SDE, ex-Sonelgaz, afin d'entamer les travaux le 1<sup>er</sup> mai prochain. «Après avoir constaté l'état catastro-



PH. A. D. R.

phique de l'école primaire de Tasga, le wali a instruit sur le champ le directeur des équipements de la wilaya afin d'entamer immédiatement des travaux d'aménagement», a souligné la

cellule de communication de la wilaya. Et d'ajouter : «Le chef de l'exécutif a demandé au directeur de l'établissement de préparer une fiche technique que la wilaya prendra en charge, concernant

leurs besoins en matière d'équipements pédagogiques au profit des élèves». Pour leur part, le chef de daïra et le président d'APC de Timezrit ont été instruits afin de veiller sur la prise en charge, en priorité, des préoccupations soulevées par les citoyens et répondre à leurs attentes et aspirations dans tous les domaines, notamment celles liées à l'emploi, au logement, l'éducation, la santé, transport et infrastructures de base. Dans l'immédiat, le premier responsable de la wilaya a décidé d'inscrire des opérations d'aménagement urbain et réfection des routes au niveau des villages de Tasga et Mehckoura. Au niveau du chantier de réalisation du nouveau lycée 800/200R de Timezrit, le wali a exigé du responsable de l'entreprise de respecter les termes de l'étude et ne pas oublier l'aménagement des espaces verts. Il a été également question du raccordement de la municipalité de Timezrit au système d'alimentation en eau

potable à partir du barrage de Tichi-Haf, ainsi que la réfection des réseaux de distribution (AEP). Très reconnaissants et satisfaits des décisions prises par le chef de l'exécutif et suite aux promesses non tenues par le passé, les habitants ont sollicité le wali pour l'acquisition d'une ambulance. «S'agissant d'un secteur important lié à la santé de la population, le premier responsable de la wilaya a décidé de répondre favorablement à cette demande légitime et de doter la commune au plus vite», a souligné le cellule de communication de la wilaya.

H. C.

## El Bayadh Mise en valeur de 1 500 ha de terres à Brizina

LA MISE en valeur de 1 500 hectares de terres agricoles a été achevée à Brizina, commune située à 85 km au sud du chef-lieu de wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris du directeur des services agricoles (DSA). Il est attendu le lancement en avril de la plantation d'une importante partie de cette superficie, a indiqué Hamoudi Benramdane, soulignant que dans une première étape une superficie de 540 ha est réservée à la production de semences de pomme de terre, 200 ha pour la production de maïs et 80 ha pour l'aliment de bétail. Du matériel moderne de plantation et des équipements d'irrigation par aspersion ont été fournis pour une production abondante, a-t-il fait remarquer. Cette opération de mise en valeur est une première d'un grand projet visant 20 000 ha dans les cinq prochaines années au niveau du périmètre de la région de Brizina. Le DSA a souligné que ce projet, doté d'une enveloppe financière de 500 millions DA, sera concrétisé en partenariat avec un opérateur privé algérien et des opérateurs américains des USA. Il a pour objectif de développer la production de semences de pomme de terre, de fourrage et l'élevage de vaches laitières, a-t-on ajouté. La prochaine phase de ce projet prévoit l'élevage de 20 000 têtes de vaches laitières pour fournir une grande quantité de lait cru au marché national et réduire la facture d'importation de lait en poudre, a-t-on annoncé. A noter que la mise en valeur a contribué à la création de 70 postes d'emploi. Un nombre appelé à se multiplier dans les phases prochaines du projet.

R. R.

Tissemsilt

## 100 millions DA pour des projets d'AEP au profit des zones éloignées

Une enveloppe de 100 millions DA a été affectée pour la concrétisation de projets d'alimentation en eau potable au profit des zones éloignées de la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris du directeur de l'hydraulique. Exposant un rapport sur son secteur lors des travaux de la première session ordinaire de l'APW, Benahmed Aissa Mohammed a souligné que ce montant inscrit dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, prévoit 50 millions DA pour alimenter des centres ruraux déshérités de Brahmia (commune de Larbâa), Fouara, Ouled Arab (Boukaïd) en eau potable. Le montant restant concerne la réhabilitation des équipements de forage, l'acquisition du matériel pour les stations de pompage des zones déshéritées des com-

munes de Sidi Boutouchent, Tamlah, Khémisti, Maâcem, Layoune, Bordj Emir Adalkader et Theniet El Had, a-t-il indiqué, avant d'annoncer le lancement de ces projets, une fois concrétisés, avant la fin du premier semestre de l'année en cours. Par ailleurs, le même responsable a annoncé la réception, avant l'été prochain, du projet de raccordement aux barrages de Koudiet Rosfa (Beni Chaïb) et Derder (Ain Defla) portant sur la réalisation de 18 km de canalisations, d'un réservoir de 2 000 mètres cubes et d'une grande station de pompage. Ce projet devra satisfaire les besoins des populations de la région nord-est de la wilaya en eau potable et mettre fin aux coupures et perturbations de l'alimentation en cette matière vitale.

Le taux de couverture en eau potable a atteint, au niveau de la wilaya, 98% actuellement au niveau des zones urbaines et 66% dans les zones rurales, selon la commission de l'hydraulique de l'APW qui a appelé à effectuer des études hydrogéologiques pour exploiter des nappes phréatiques de la wilaya et à accorder la priorité aux programmes de protection contre les inondations. Elle a plaidé également pour un équilibre dans la distribution de l'eau potable entre les communes en accélérant le rythme des projets en retard. L'ordre du jour de cette première session de l'APW a comporté notamment un exposé sur les activités et missions de l'unité de l'Office national d'assainissement (ONA).

Hatem D./APS

Constantine

## Remise avant fin avril 2017 des clés de 700 logements Cnep-Immo

Un quota de sept cents logements de type Cnep-Immo, implantés à la ville Ali-Mendjeli, dans la wilaya de Constantine, sera remis à leurs bénéficiaires «avant la fin du mois d'avril en cours», a annoncé le wali, Kamel Abbas. Ce quota, un segment d'un programme global totalisant 4 352 logements de même type, situés à la ville Ali-Mendjeli, sera livré «après la finalisation des dernières retouches d'aménagement extérieur en cours», a souligné le chef de l'exécutif local au cours d'une visite d'inspection

dans plusieurs chantiers du secteur de l'habitat en cours de réalisation dans la commune de Benbadis et les nouvelles villes Ali-Mendjeli et Massinissa. Quelque 860 logements Cnep-Immo, constituant le dernier quota de cet «important» programme (4 352 logements dont plus de 3 200 unités avaient été déjà remises à leurs bénéficiaires) seront réceptionnés dans un délai de quatre mois, après l'achèvement des travaux de voirie et réseaux divers (VRD), a encore souligné le wali.

Dans ce sens, le même responsable a indiqué que le visa du marché relatif à la réalisation des VRD de ce site a été validé, soutenant que les travaux de réalisation seront lancés «incassamment». S'agissant du chantier de réalisation de 160 logements de type Cnep-Immo, en cours dans la ville de Massinissa, M. Abbas a affirmé que la contrainte de financement des travaux des VRD entravant la réception du projet a été résolue à la faveur d'une décision portant l'adoption d'une formule de

financement commune entre l'entreprise de réalisation et la wilaya. Le chef de l'exécutif local a, dans ce contexte, annoncé la livraison, dans le courant de ce mois d'avril, de 60 logements sociaux participatifs (LSP) dans la ville Massinissa et 50 logements promotionnels aidés (LPA) dans la commune de Benbadis. Un quota de 10 600 logements de type public locatif (LPL) sera distribué à Constantine avant la fin de l'année 2017, a appelé le wali.

Lydia O./Agences

Sahara occidental

# L'aide de l'UE aux réfugiés sahraouis conforme aux principes humanitaires

■ La réalisation, en 2015, des principaux projets financés par l'Union européenne (UE) dans le cadre de l'aide humanitaire apportée aux réfugiés sahraouis dans les cinq camps de Tindouf a entraîné, en 2016, une révision à la baisse de cette aide qui reste, néanmoins, conforme aux principes humanitaires, a affirmé le Commissaire européen chargé de l'aide humanitaire, Christos Stylianides.

Par Halim T.

« **E**n 2016, l'enveloppe a été réduite à 9 millions d'euros, principalement en raison du fait que le cycle des investissements importants a été réalisé, notamment les entrepôts et les systèmes d'eau qui avaient été finalisés en 2015 », a-t-il expliqué dans sa réponse à l'eurodéputé Enrique Guerrero Salom qui s'inquiétait des conséquences de la « réduction drastique » de l'aide européenne au profit des réfugiés sahraouis. Toutefois, le Commissaire Stylianides a assuré que l'aide apportée par l'UE aux réfugiés sahraouis répond aux exigences de l'outil d'identification des crises oubliées (FCA) qui permet de définir le niveau de l'aide humanitaire, et à l'évaluation qualitative effectuée par les experts humanitaires de la Commission. Le service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile (ECHO) a mis au point un cadre pour évaluer et analyser les besoins spécifiques de chaque pays et de chaque crise. Ce cadre fournit les fondements factuels nécessaires à la priorisation des besoins, à l'allocation des fonds, et au développement de plans d'exécution de l'aide humanitaire (HIP). « Afin de promouvoir une approche régionale plus stratégique, depuis 2016, le plan d'exécution de l'aide humanitaire (HIP) inclut tous les pays d'Afrique du Nord (sauf l'Égypte) et ne se concentre pas exclusivement sur la crise sahraouie », a-t-il fait savoir, assurant que cette nouvelle démarche de l'UE « n'affecte pas le niveau de finance-



PH: DR

ment alloué à la crise sahraouie ». Selon le Commissaire européen à l'aide humanitaire, l'UE a consacré plus de 220 millions d'euros d'aide humanitaire à cette crise. « De 2012 à 2015, le soutien de l'UE a été stable à 10 millions d'euros par an, soit environ 40% de l'ensemble du financement international consacré à cette crise », a-t-il ajouté. Dans une question écrite adressée à la Commission européenne, l'eurodéputé Enrique Guerrero Salom a affirmé que la révision à la baisse de l'aide humanitaire apportée par l'UE aux réfugiés sahraouis a entraîné « un manque important » dans les approvisionnements nécessaires pour satisfaire les besoins de base de milliers de réfugiés qui résident dans les cinq camps. Pour Enrique Guerrero Salom, l'absence d'analyse, d'évaluation

permettant l'identification des besoins des réfugiés sahraouis et la révision à la baisse du nombre de réfugiés nécessitant une assistance a été à l'origine de cette « réduction drastique » du montant de l'aide.

## Situation des réfugiés sahraouis : une crise oubliée pour l'UE

Selon le service aide humanitaire et protection civile (ECHO) de la Commission européenne, le financement total de l'UE au titre de l'aide humanitaire aux réfugiés sahraouis n'était que de 9 millions d'euros en 2016, contre 10 millions par le passé. Pourtant, la Commission européenne a qualifié la situation de ces réfugiés de « crise oubliée » en raison de peu de fonds qui lui sont consacrés par la commu-

nauté internationale. En 2016, la situation des réfugiés sahraouis continue d'être considérée comme une grave crise oubliée, a affirmé le Commissaire Stylianides. Les réfugiés sahraouis, qui vivent dans 5 camps différents dans la région de Tindouf, n'ont qu'un accès limité aux ressources extérieures et l'aide internationale demeure essentielle à leur survie. Ils dépendent largement de l'aide internationale dans tous les domaines et l'aide alimentaire est l'un des volets les plus cruciaux. L'état de dépendance prolongé des réfugiés sahraouis à l'aide humanitaire, l'aspect oublié de cette crise et la fatigue des donateurs, se traduisent souvent par des ruptures répétées dans les approvisionnements, entraînant une situation humanitaire instable. Le député européen a

exhorté, dans ce contexte, la Commission européenne à s'expliquer sur son revirement et sur les raisons qui l'ont poussée à ne plus prêter une attention particulière à cette crise humanitaire des réfugiés sahraouis. « La Commission pourrait-elle expliquer pourquoi, alors que de nombreux éléments sont restés inchangés, la crise des réfugiés sahraouis est passée d'une grave crise oubliée en 2011 à la seule du genre en 2014, puis déclassée à la septième position sur la liste des crises oubliées en 2016 ? », s'est-il interrogé. Un autre facteur important, à savoir la sécurité des équipes humanitaires, inquiète l'eurodéputé Salom qui a exhorté l'exécutif européen à s'engager à poursuivre, dans les trois prochaines années, le financement du système de sécurité mis en place en 2012, conjointement par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement et le service ECHO de la Commission. L'UE se présente comme l'un des principaux bailleurs de fonds de l'aide humanitaire apportée aux Sahraouis. Entre 1993 et 2016, la Commission européenne a consacré 222 millions d'euros d'aide humanitaire à cette crise, a précisé le service ECHO. Sur les 9 millions d'euros investis par la Commission européenne, en 2016, dans l'amélioration des conditions de vie des réfugiés sahraouis, l'aide alimentaire demeure une composante importante de ce financement : plus de 5 millions d'euros ont été alloués au Programme alimentaire mondial de l'ONU et à Oxfam, pour garantir l'approvisionnement en vivres de ces réfugiés.

R. M.

H. T./APS

Tunisie

## Les hôteliers font le point sur la situation du secteur

Les hôteliers ont tenu une conférence de presse pour faire le point de la situation du secteur touristique en Tunisie et faire un certain nombre d'annonces. La conférence de la Fédération tunisienne de l'hôtellerie (FTH), organisée en marge du Marché international du tourisme (MIT), qui se tient au Parc des Expositions du Kram, a été aussi l'occasion pour présenter les nouveaux membres du bureau exécutif, élu le 20 janvier 2017. Les principales annonces ont concerné le tourisme local et l'étude menée par la FTH pour comprendre les attentes de la clientèle tunisienne par rapport aux séjours dans les hôtels. Il ressort de cette étude que les clients tunisiens ont représenté 30% des nuitées enregistrées en 2016 ; 84% d'entre eux se disent satisfaits ou très satisfaits ; 65% vont à l'hôtel en famille ; 64% sont satisfaits du rapport qualité-prix ; leurs

attentes prioritaires sont la nourriture, la propreté, la qualité de l'accueil, de l'animation et du service. La FTH a indiqué qu'elle œuvrera sur les points d'amélioration à apporter aux 16% qui déclarent ne pas être satisfaits. A propos du tourisme culturel, la FTH a indiqué qu'elle s'emploiera à mettre la culture et le patrimoine régional au cœur de la communication touristique. Elle a annoncé aussi la décision de soutenir la communauté Youth Decides dans son projet de filmer des sites tunisiens à 360° et de les poster sur la plateforme dédiée. La présence sur cette plateforme augmente de 44% la fréquentation de ces sites, l'objectif étant de faire rêver en valorisant des sites culturels, naturels ou religieux, souvent inconnus du grand public (Kesra, Hidra, Ichkeul, etc.) Les membres du bureau de la FTH ont parlé, par ailleurs, du projet de livre blanc pour le traitement de la

dette et du financement du secteur, indiquant que les créances classées des hôteliers représentent 20% du total des créances classées des banques tunisiennes. Ce taux passe à 80% pour la seule STB. La FTH a soumis pour la 1<sup>re</sup> fois une proposition de solution, élaborée en partenariat avec l'Aptbef et qui se base sur une démarche volontaire de l'hôtelier. Dans ce même contexte, une consultation des hôteliers est programmée dans les régions en vue de présenter ce projet avant d'être validé par le conseil national. Cette démarche est innovante car il ne s'agira pas d'une solution globale mais adaptée à chaque cas. La viabilité de l'unité hôtelière sera évaluée suivant plusieurs critères, notamment la qualité de l'actif, la valeur de la dette, l'emplacement, les perspectives futures de rentabilité et le profil du gestionnaire.



## Attentat à Stockholm

# Un Ouzbek connu des services en garde à vue

■ Un Ouzbek de 39 ans, connu des services de renseignement, était en garde à vue hier, au lendemain de l'attentat au camion bélier qui a fait quatre morts vendredi à Stockholm.

Par Rosa F.

Lors d'une conférence de presse, la police a précisé avoir retrouvé un engin suspect, sans en détailler la nature exacte, dans la cabine du camion qui a foncé sur la foule dans la rue piétonne la plus fréquentée de la capitale suédoise. Si les enquêteurs n'ont évoqué aucun mobile possible, le mode opératoire rappelle fortement celui des attentats de Nice (sud-est de la France), Berlin et Londres, revendiqués par le groupe État islamique (EI). L'attentat de Stockholm, le troisième en Europe en un peu plus de quinze jours après ceux de Londres et de Saint-Pétersbourg, n'a pas été revendiqué dans l'immédiat. Il a fait quatre morts et 15 blessés, selon un dernier bilan. «C'est un homme de 39 ans d'Ouzbékistan», a indiqué le directeur de la police suédoise, Dan Eliasson, au sujet de l'homme arrêté dans la banlieue nord de Stockholm vendredi soir. «Il a fait surface dans notre collecte de renseignement dans le passé», a précisé lors de la même conférence de presse le chef des services de renseignement (Säpo) Anders Thornberg, sans indiquer pour quels faits. La police a ajouté avoir trouvé dans la cabine du camion, volé à un livreur, «un engin qui n'y a pas sa place. (...) Nous ne pouvons pas



PH. A. D. R.

dire ce que c'est à ce stade, (...) si c'est une bombe ou un engin inflammable», a dit M. Eliasson. Les drapeaux ont été mis en berne sur le Palais royal, le siège du gouvernement, le Parlement et l'Hôtel de Ville de Stockholm. La Suède, pays qui se targue de son ouverture et sa tolérance, pleurerait ses morts, qui n'ont pas tous été identifiés. Mais la vie reprenait lentement ses droits dans la capitale suédoise, entre tristesse et fatalisme. «Triste tout simplement, je pense, triste et en colère. Vraiment en colère contre ceux qui ont fait ça», a confié

Torvald, un quinquagénaire interrogé par l'AFP TV. «Malheureusement, vous vous habituez presque à ce genre de situation», lâchait Michael, un autre habitant de 51 ans. «C'est comme (l'attaque de Nice) en juillet 2016. J'étais très choqué et maintenant, rebote : une nouvelle attaque». Une cérémonie d'hommage et une minute de silence se tiendront lundi à midi (10h00 GMT) en l'honneur des

victimes, a annoncé le Premier ministre Stefan Löfven, venu fleurir hier le grand magasin où le camion a fini sa course meurtrière. «Aujourd'hui, toute la Suède est en deuil mais nous allons traverser cela ensemble», a dit M. Löfven, en assurant que le pays ne se laisserait pas terroriser.

La princesse héritière Victoria s'est elle aussi déplacée sur les lieux du drame. «La société suédoise est bâtie sur une confiance

énorme et sur la communauté, le sens de la solidarité. Cela va nous rendre plus forts, d'une certaine manière», a-t-elle assuré.

Peu de choses ont filtré à ce stade sur le suspect, entendu sous le régime de suspicion le plus élevé du code de procédure pénale suédoise.

«Rien n'indique que nous ayons le mauvais homme. Au contraire, nos soupçons se sont renforcés», a estimé M. Eliasson, le chef de la police.

Interpellé vendredi soir à Märsta, une petite ville du nord de l'agglomération stockholmaise, l'homme est le seul mis en cause à ce stade, même si la police enquête sur d'éventuelles complicités. «Sa page Facebook trahit une sympathie pour l'EI», a noté le directeur de recherche au Centre d'études des menaces asymétriques du Collège de la défense nationale suédoise (CATS), Magnus Ranstorp. La Suède n'avait jusque-là été visée qu'une seule fois par un attentat : en décembre 2010 un homme avait mené une attaque suicide à la bombe, dans la même rue piétonne de Stockholm. Il n'avait que légèrement blessé des passants.

R. F.

## Colombie

## Les indigènes déplacés par la guerre et sinistrés de Mocoa

Cette fois, c'est une monstrueuse coulée de boue qui a laissé sans abri les indigènes Musurrunkuna, déjà déplacés vers la ville de Mocoa par la violence du conflit armé qui déchire la Colombie depuis plus d'un demi-siècle. «Nous vivions à Puerto Guayuyaco (dans le département voisin du Cauca) et il y a plus de dix ans, nous avons été déplacés par la guérilla», se souvient Sandra Peña, indigène de 39 ans rescapée de la catastrophe qui a dévasté Mocoa, chef-lieu du Putumayo (sud), dans l'Amazonie colombienne.

Ce soir-là, il était déjà tard et elle ne parvenait pas à trouver un moyen de transport pour rentrer chez elle, dans la partie haute de la montagne, arrachée par le glissement de terrain. Avec ses enfants de 13 et 16 ans, elle est alors restée chez son frère, dans un quartier également affecté, mais dans une moindre mesure.

«La maison s'est mise à trembler et j'ai pensé que c'était un séisme. Nous nous sommes assis sur le lit, priant (...) Nous ne nous sommes pas rendu compte que l'eau commençait à monter et nous ne sommes pas sortis, bien que nous entendions les voisins crier. Une fois le pire passé, j'ai voulu ouvrir la porte et je n'ai pas pu : des troncs d'arbre faisaient barrage et ont en fait

empêché que la boue rentre», a-t-elle raconté à l'AFP.

Sandra Peña et une soixantaine d'autres Musurrunkuna, qui font partie de l'ethnie Inga, sont depuis hébergés au siège de l'Association des femmes indigènes, où ils cohabitent «plus tranquillement que dans d'autres refuges» parce qu'ils se connaissent tous et qu'«en plus il y a de l'eau».

Au total, quelque 1 300 indigènes sont sans abri depuis la catastrophe de Mocoa causée dans la soirée du 31 mars par la crue brutale de trois rivières suite à des pluies torrentielles.

Sur les plus de 300 morts, au moins 115 étaient indigènes et six des 13 hameaux indiens du secteur ont été «effacés de la carte», selon des chiffres de l'Organisation indigène du Putumayo (OZIP), qui compte environ 32 000 Indiens.

Albaro Cruz, vice-président de l'OZIP, a précisé que depuis la tragédie, la communauté est mobilisée pour «recevoir la population affectée».

«Il y a des gens que nous prenons entièrement en charge, mais d'autres qui sont hébergés par des proches et auxquels nous donnons seulement des produits alimentaires et médicaux», a-t-il indiqué à l'AFP.

Depuis le début des années 60, la confrontation armée entre

guérillas, paramilitaires et forces armées a fait au moins 260 000 morts, plus de 60 000 disparus et causé le déplacement de quelque 6,9 millions de personnes, dont un grand nombre d'indiens.

Ceux qui, après avoir tout perdu, avaient échoué à Mocoa, s'étaient installés à proximité des rivières et des torrents, des terrains pas chers où construire leurs modestes masures de briques brutes et de toits en tôle.

Lizeth Peña, 37 ans, explique que les Musurrunkuna étaient originaires de Mocoa. Mais l'arrivée du «non indien» les avait contraints à partir vers d'autres secteurs du Putumayo et dans le Cauca. D'où ils avaient donc dû à nouveau s'enfuir du fait de la présence de groupes armés.

«Nous avons dû quitter la réserve parce que la guérilla a brûlé notre ferme. Il est arrivé la même chose à tous ceux qui sont ici», déplore-t-elle, en expliquant que la communauté s'est néanmoins organisée et a réussi à obtenir une nouvelle «réserve, qui compte un territoire».

«Nous en avons obtenu la reconnaissance en 2012 et un territoire (...) où nous nous sommes établis pour reconstruire notre vie communautaire. Mais avec ce qui s'est passé, nous avons perdu le peu de territoire que nous avions», ajoute-t-elle.



## Points chauds

### Retour

Par Fouzia Mahmoudi

La parole des hommes politiques peut-elle être prise sérieusement ou doit-on toujours en douter ? C'est ce que doivent se dire beaucoup de Français après la triste affaire qui secoue le clan Fillon. Ce dernier, après avoir promis de quitter la campagne présidentielle s'il était mis en examen, a finalement décidé de se maintenir, provoquant un séisme politique dans son camp. D'ailleurs, une autre personnalité politique est revenue cette semaine sur sa parole donnée. Bruno Le Maire, qui avait démissionné de l'équipe de campagne du candidat de la droite, a déclaré ces derniers jours dans la presse qu'il voterait pour le candidat de sa famille politique, par respect de l'engagement pris durant la primaire de soutenir le vainqueur. L'ancien ministre, qui conseillait Fillon sur les questions internationales, avait démissionné le 1<sup>er</sup> mars dernier de l'équipe de campagne pour protester contre le fait que le député de Paris ne respectait pas sa promesse de renoncer à être candidat s'il était mis en examen. «En revanche, j'ai pris un engagement au cours de la primaire : voter pour le vainqueur. Je tiendrai cet engagement le 23 avril», assure Le Maire dans le journal *Paris Normandie*. «Dans la situation de grande confusion politique où nous sommes, je pense que les Français, plus que jamais, ont besoin de responsables politiques qui font ce qu'ils ont promis de faire», explique l'ancien candidat à la primaire de la droite. Le Maire «continue à croire» que le projet de Fillon est «le mieux à même de redresser la France». «Il ne doit surtout pas être édulcoré !», demande-t-il. Selon lui, Fillon est en mesure de se qualifier pour le second tour. Mais il met en garde contre le «risque de bunkerisation de la droite». «La droite doit parler à toute la société, pas à des clientèles. Elle doit être un espoir, pas une punition. Elle doit se tourner davantage vers les jeunes générations», préconise Le Maire, regrettant qu'«à peine plus de 10% des électeurs de 25 ans (veulent) voter» pour son camp. Reste à savoir si le retour de Le Maire dans le camp de Fillon convaincra les électeurs qui semblent décidés, selon tous les sondages, à bouder le candidat de la droite et surtout à lui refuser le second tour de la présidentielle. **F. M.**





## Documentaires historiques

# «Les transmissions» et «Les immortelles du MALG» projetés en avant-première

■ Les films documentaires «Les transmissions» et «Les immortelles» consacrés au soutien multiforme des transmissions et des renseignements à la Révolution (1954-1962) ont été projetés, vendredi soir, en avant-première à Alger.

Par Adéla S.

Réalisés par Amine Kais, ces documentaires qui font partie d'une série composée de cinq autres œuvres, mettent en lumière l'engagement des hommes et des femmes dans les missions de renseignement et de transmissions de l'Armée de libération nationale (ALN). Les documentaires se focalisent sur les missions des éléments du Ministère des liaisons générales et des communications (Mlgc), devenu en 1958 le Ministère de l'armement et des liaisons générales (Malg).

En première partie, le documentaire «Les transmissions» de 60 minutes s'attarde sur le rôle «vital» des renseignements et le soutien multiforme qu'il a apporté à la Révolution aux plans intérieur et extérieur. Ali Salah, Abdelhamid Lakhdar, Mustapha Tounsi, responsables des centres de transmissions du Malg, entité ministérielle du Gouvernement provisoire de la République algérienne (Gpra), sont revenus sur le recrutement au sein de ce corps de renseignement. Les intervenants ont évoqué l'apport «décisif» des centres d'écoute du service du renseignement de l'ALN. Ces



cellules, installées à travers le pays et à l'étranger dont la Tunisie et le Maroc, permettaient de «décrypter les communications de l'armée coloniale». Le documentaire «Les immortelles du Malg» retrace, pour sa part, le parcours des femmes qui ont rejoint le corps des contrôleurs, une cellule du Malg créée en février 1957. Soutenu par des

témoignages de cinq combattantes qui ont fait partie de ce corps d'inspection et de contrôle dans les maquis de la Wilaya V, le documentaire met en valeur le combat de la femme algérienne durant la guerre de Libération et sa contribution aux actions du renseignement. Rachida Miri, Khadijia Brikci-Sid, Malika Hadjadj, Yamina

Chellali et Ouali Ouici-Senouci, ont partagé avec émotion leurs expériences dans le contrôle des unités de l'armée dans les maquis. Evoquant leur recrutement aux réseaux du Malg, ces femmes, alors lycéennes, se rappellent notamment de leur formateur Abdelhafid Boussouf, surnommé Si Mabrouk. Les témoignages étaient accompagnés d'images montrant des combattantes dans les maquis et des scènes de bombardement de l'armée coloniale. Egalement producteur, le réalisateur Amine Kais a indiqué que la série qui comprend sept documentaires réalisés dans le cadre du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution, montre l'apport du renseignement à la guerre de libération. Le président de l'Association des anciens du Malg, Dahou Ould Kablia, des moudjahidine, d'anciens ministres et de hauts responsables, ont assisté à la projection de cette série documentaire qui s'est poursuivie hier.

A. S./APS

## Bouira

## Le théâtre en plein air livré d'ici fin mai

Le théâtre en plein air de Bouira, dont les travaux sont en cours au chef-lieu de wilaya, sera livré d'ici fin mai prochain, a indiqué mercredi le wali, Mouloud Chérif, lors d'une session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Ce projet a connu un «énorme retard» dû à l'arrêt des travaux suite à la résiliation du contrat avec l'entreprise Batigec, chargée alors de réaliser cette structure culturelle dont les travaux avaient été lancés depuis 2012. «Ces travaux ont été relancés et sont en cours, et le projet devra être réceptionné d'ici la fin du mois de mai prochain», a

assuré le chef de l'exécutif. D'une capacité de 3 000 places, le théâtre en plein air de Bouira, auquel une enveloppe financière de 300 millions de dinars a été allouée, est tant attendu par les amoureux du quatrième art et les familles bouiries avides d'ambiance et d'animations culturelles notamment durant les veillées du ramadan. D'autres structures culturelles en cours de réalisation à travers la ville de Bouira, à l'image notamment de l'annexe de l'Ecole des beaux-arts, seront aussi réceptionnées dans les prochains mois, a indiqué, de son côté, le directeur de la culture,

El-Hachemi Bouhired. Cette annexe est un autre projet d'un montant de 90 millions de dinars, qui, lui aussi, a accusé du retard, mais les travaux tirent à leur fin et le projet devra être livré dans les mois à venir, a expliqué le directeur de la culture. S'agissant du projet de réalisation de l'institut régional de musique, il a été gelé dans le cadre des mesures d'austérité et de rationalisation des dépenses publiques prises dernièrement par les pouvoirs publics, a tenu à préciser M. Bouhired.

Racim C.

## Premier du genre à Oran

## Création d'un petit cirque

L'association culturelle «El Amel» d'Oran s'apprête à créer prochainement un petit cirque à Oran, premier du genre de la wilaya, a-t-on appris mercredi du promoteur de cette initiative, Sidi Mohamed Belfadel. Le lancement de ce cirque est en préparation en collaboration avec des dramaturges, des clowns et des magiciens, a indiqué M. Belfadel,

président de l'association culturelle «El Amel» versée depuis plus de deux décennies dans le 4<sup>e</sup> art. Il est attendu l'implication d'artistes à ce projet culturel récréatif visant à créer une dynamique dans ce domaine, a déclaré la même source qui a souligné que ce cirque confié au comédien Mohamed Mihoubi est appelé «Petit cirque d'Oran» destiné aux

enfants. D'autres stars seront associées dont les comédiens Hamza Feghouli, connu dans le monde artistique sous l'appellation «Mama Messaouda», Bouabida et le magicien Daho. Les spectacles seront accompagnés par une troupe musicale moderne. Le contenu de ce cirque comprendra des jeux de magie, des spectacles artistiques, acro-

batiques et avec des animaux, a-t-on ajouté. Les initiateurs de ce cirque envisagent de présenter le premier spectacle à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, le 1<sup>er</sup> juin prochain à Oran et comptent négocier avec l'Office national du tourisme pour organiser des spectacles du Petit cirque d'Oran dans plusieurs régions du pays.

R. C.

## Star du groupe One Direction

## Premier titre solo pour Harry Styles

Harry Styles, le plus médiatique des membres du groupe britannique au jeune public One Direction, a sorti vendredi son premier titre solo, «Sign of the Times», de facture classique qui évoque les ballades rock des années 70. Sans rapport apparent avec la chanson emblématique de Prince, qui avait le même titre, le morceau est résolument minimaliste, avec une longue intro mêlant piano et voix seuls. Harry Styles (23 ans) n'hésite pas à faire monter sa voix dans les aigus, sur un rythme lent, accompagné par des chœurs, visiblement inspiré par le style «glam rock» des années 70, incarné notamment par David Bowie. «Sign of the

Times» a été réalisé avec la collaboration du producteur américain Jeff Bhasker, qui a travaillé avec Kanye West et Taylor Swift. La maison de disque Columbia Records a indiqué qu'une vidéo accompagnerait bientôt le morceau, tournée sur l'île de Skye, en Ecosse, par le réalisateur français Yoann Lemoine, qui a déjà travaillé avec Katy Perry et Taylor Swift. Avec sa longue chevelure, son goût affirmé pour la mode et ses airs étudiés de mauvais garçon, Harry Styles s'est imposé comme le visage le plus connu du groupe One Direction. Adulte de nombre d'adolescents, le groupe a sorti cinq albums en cinq ans avant de faire une «pause»,

selon les termes de ses membres, fin 2015, juste après la sortie de son dernier opus, «Made in the A.M.». Porté par une musique pop enjouée, One Direction a vendu plusieurs dizaines de millions d'albums et rempli de nombreuses salles à travers le monde. Harry Styles n'est pas le premier des cinq membres initiaux de One Direction à tenter sa chance en solo. Avant lui, Zayn Malik, l'autre membre vedette du groupe qu'il avait quitté en mars 2015, a sorti un album complet fin mars 2016, avec un son plus adulte que celui de One Direction, qui a rencontré le succès, à une moindre échelle néanmoins que son groupe d'origine

Ali O.

## Rendez-vous culturels

**Galerie d'Art Couleurs et Patrimoine (4 bis, rue Yahia-Mazouni (El-Biar, Alger)**

**Du 8 au 22 avril :**

Exposition de l'artiste peintre Tazi Maâmar. Vernissage le samedi 8 avril à 14h.

**Galerie d'art Sirius (Bd Krim-Belkacem, Témelmy, Alger)**

**Jusqu'au 30 avril :**

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

**Institut Cervantès d'Alger**

**Jusqu'au 13 avril :**

Exposition de photographies «Pütipüü», en hommage à la communauté indigène des Wayuus.



# Coup-franc direct

## La résultante du bricolage

Par Mahfoud M.

Certains clubs de Ligue I se sentant lésés par la nouvelle programmation décidée par la FAF, prise pour rectifier le tir après les erreurs de la LFP, tentent de s'organiser pour décider d'une réplique. Ainsi, selon certaines sources, il se pourrait que ces clubs, dont la majorité jouent leur survie en L1, décident de se retirer et de boycotter le reste du championnat. Pour eux, cette décision de reporter le championnat n'augure rien de bon et arrangerait plutôt les affaires de certaines formations qui auront le temps de se réorganiser pour éviter ensuite la relégation. L'insinuation est certes masquée mais elle est bien claire dans la tête de certains qui pensent, par exemple, que la JSK en sera bénéficiaire puisque après avoir assaini tous ses matchs en retard et joué ses matchs de coupe de la CAF, elle pourra se concentrer sur sa mission de maintien en L1. En fait, on ne serait pas arrivé à cette situation si la LFP avait été ferme dans l'organisation du championnat en arrêtant des dates que les clubs se devaient de respecter. Mais au lieu de cela, les responsables de cette structure étaient beaucoup plus occupés par les élections de la FAF en voulant se positionner. Maintenant, ce sont les clubs qui paient les pots cassés, avec une trêve de plus de 40 jours pour la majorité des formations de Ligue I qui les obligera à refaire carrément la préparation comme si l'on était en intersaison. C'est le résultat du bricolage qui continue en Algérie.

M. M.

## Championnat d'Afrique de judo L'EN s'engage avec 18 judokas à Madagascar

L'ALGÉRIE SERA présente avec 18 judokas (neuf en messieurs et autant chez les dames) lors du championnat d'Afrique de judo prévu du 14 au 16 avril à Antananarivo (Madagascar), a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne (FAJ).

En messieurs, les chances algériennes seront défendues par Mohamed Rebahi (-60kg), Houd Zourdani, Ezzine Wail (-66), Oussama Djeddi (-73), Mohamed-Tahar Haddah (-81), Abderahmane Benamadi (-90), Lyes Bouyacob (-100), Lili Mohamed-El Mehdi et Nadjib Temmar (+100). L'équipe masculine est entraînée par Yacine Silini.

Chez les dames, le staff conduit par Mohamed Harat a fait confiance à Imene Rezoug (-48kg), Moussa Meriem, Faiza Aïssahine (-52kg), Ratiba Tariket (-57), Amina Belkadi (-63), Imene Agouar, Souad Belakehal (-70), Kaouthar Ouallal (-78) et Sonia Asselah (+78).

L'Algérie avait remporté lors de la précédente édition disputée à Tunis en 2016, un total de 18 médailles (2 or, 5 argent, 11 bronze), derrière la Tunisie (5 or) et l'Égypte (4 or).

# Bientôt des matchs amicaux pour les Verts

■ A peine élu à la tête de la FAF, le nouveau patron de la Fédération, Kheiredine Zetchi, a déjà lancé ses premiers chantiers concernant la sélection nationale A, qui reste la vitrine du football national.

Par Mahfoud M.

Zetchi sait que tous les regards seront braqués sur les Verts pour la prochaine étape, surtout que les fans sont déçus de la production des coéquipiers de Mahrez lors de la précédente CAN qui s'est déroulée au Gabon. C'est pour cette raison qu'il souhaite relancer la sélection en tentant d'engager au plus vite le sélectionneur national qui aura pour mission de redorer son blason. Mais ce n'est pas tout, puisqu'il compte entre-temps préparer l'équipe aux prochaines échéances en tentant de conclure des matchs amicaux avec des adversaires costauds. Déçu de ne pas avoir pu profiter des dates-FIFA qui ont fait que l'EN a connu une grande dégringolade au classement-FIFA, mais surtout qui ne s'est pas bien préparée pour les prochaines échéances qui l'attendent. Ainsi, nous apprenons que Zetchi compte bien profiter de la prochaine date-FIFA qui aura lieu entre le 5 et le 13 juin prochain pour programmer un match amical qui l'opposera à une équipe



Les Verts reprendront bientôt du service

respectable. On pense qu'il a déjà en tête l'équipe qu'il devra affronter. Il devrait s'agir d'une équipe européenne qui pourrait donner la réplique aux Verts dans une rencontre très importante pour notre EN qui doit préparer son prochain match face au Togo pour le compte des éliminatoires de la CAN. Certes, le temps presse pour Zetchi mais il ne souhaite pas prendre une décision unilatérale et devra se concerter avec son bureau avant de trancher la question. Pour lui, il ne

faudrait pas se tromper d'autant plus que l'avenir de l'EN en dépend. L'essentiel, selon lui, est de relancer la sélection nationale qui devrait redevenir cette équipe qui faisait le bonheur des Algériens qui ne se reconnaissent plus en elle, se faisant éliminer dès le premier tour d'un tournoi africain, eux, qui souhaitent que l'EN puisse renouer avec les consécérations.

M. M.

## «Je veux refaire le coup de l'Algérie»

L'entraîneur de football, le Bosnien Vahid Halilhodzic, auteur de deux qualifications à une phase finale de Coupe du monde avec la Côte d'Ivoire (2010) et l'Algérie (2014), souhaite en réussir une troisième avec le Japon qu'il dirige actuellement, et avec l'espoir de revivre des moments «aussi exceptionnels» qu'avec les Verts au Brésil. «Mon premier objectif consiste à qualifier le Japon pour la phase finale du Mondial-2018. Si j'y arrive, j'espère réussir le même parcours

qu'avec l'Algérie au Brésil, car j'ai vécu quelque chose de vraiment exceptionnel avec les Fenecens», a ajouté Halilhodzic au micro de FIFA.com. Considéré comme un «grand d'Asie», le Japon a soutenu dominé les débats contre ses adversaires régionaux dans la course à la Coupe du Monde. Mais une fois arrivé à la phase finale de l'épreuve, ses résultats grésillaient, comme ce fut le cas en Afrique du Sud, pendant la Coupe du monde de 2010, où il a été éliminé en huitième de

finale. Quatre ans plus tard, lors du Mondial 2014 au Brésil, les Japonais ont fait pire, en se faisant éliminer dès le premier tour, terminant même derniers du Groupe C, dans lequel figuraient également la Colombie, la Grèce et la Côte d'Ivoire. La Fédération nipponne a donc fait appel à Halilhodzic avec l'espoir de redorer le blason de sa sélection nationale, à travers la réussite d'un meilleur parcours lors de la prochaine Coupe du monde en Russie

## Ligue 2 Mobilis (27<sup>e</sup> journée)

### L'USMB et l'USB se rapprochent du but

L'USMB Blida et l'USB Biskra ont consolidé leurs chances de retrouver l'élite du football algérien, en battant respectivement l'AS Khroub (2-0) et le WA Boufarik (1-0) lors de la 27<sup>e</sup> journée de Ligue 2 Mobilis, disputée vendredi et marquée par une surprenante défaite à domicile du leader Paradou AC, qui s'est fait surprendre (1-0) par l'ASO Chlef.

Décidée à conserver son fau-teuil de dauphin, l'USMB a frappé fort d'entrée de jeu, en ouvrant le score dès la 21<sup>e</sup> minute par Aliouat, avant que Frioune revienne à la charge à l'heure de jeu pour sceller définitivement le succès des Vert et Blanc (2-0). Une précieuse victoire à

domicile, qui permet au club de la Ville des Roses de conserver sa 2<sup>e</sup> place au classement général, avec 45 points, au moment où l'AS Khroub recule à l'avant-dernière place, avec huit longueurs de retard sur le premier club non relégable, le GC Mascara. Mathématiquement, l'ASK n'est pas encore relégué, car il reste neuf points en jeu avant la tombée de rideau, mais vu sa situation actuelle, force est

de reconnaître que ses chances de maintien sont minimes. De son côté, l'USB Biskra a longtemps buté sur la muraille boufarikoise, avant de trouver la faille à la 77<sup>e</sup> minute par Belgherbi, dont le but a propulsé le club des Zibans sur la troisième marche du podium, avec 42 points, au moment où son adversaire du jour, le WAB reste premier club relégable, avec 28 unités. Irrésistible pendant la pre-

mière partie de la saison, le leader Paradou AC multiplie les maladresses depuis qu'il a assuré son accession en Ligue 1, car après sa défaite chez le MC El Eulma en match en retard pour la mise à jour du calendrier, il a concédé un 2<sup>e</sup> revers consécutif, et sur son propre terrain, en s'inclinant (1-0) face à l'ASO Chlef et le cinquième de la saison. C'est Yedroudj qui a offert cette précieuse victoire aux Rouge et Blanc, à dix minutes du coup de sifflet final, préservant ainsi une infime lueur d'espoir pour l'ASO, qui compte huit points de retard sur le podium, à trois journées de la fin de la saison.

Dans le bas du tableau, c'est le MC El Eulma qui a réussi la meilleure affaire de cette 27<sup>e</sup> journée, en battant le CA Bordj-Bou Arréridj (3-0), car cette précieuse victoire à domicile l'a propulsé à la 12<sup>e</sup> place du classement général, avec 5 longueurs d'avance sur le premier club relégable, le WA Boufarik. Le succès Eulmi a été assuré par Belhamri (54'), Hamadache (87)

et Djabali (sp 90'+1) et grâce auquel le club des Hauts-Plateaux se retrouve ex aequo avec le CRB Ain Fekroun, ayant de son côté battu la JSM Béjaïa sur le score d'un but à zéro, grâce à Boukaroum, ayant transformé un penalty à la 25<sup>e</sup> minute. Les Tortues se maintiennent ainsi hors de la zone rouge, au moment où le club de Yemma Gouraya recule à la 4<sup>e</sup> place, avec deux longueurs de retard sur le podium.

Les duels entre clubs du milieu de tableau, en l'occurrence MC Saïda - JSM Skikda et GC Mascara - ASM Oran se sont soldés par des résultats nuls, et sur un score identique d'un but partout. Enfin, la lanterne rouge RC Arbaâ, bien qu'officiellement relégué en palier inférieur, continue à jouer le jeu, comme en témoigne son dernier succès contre l'Amel Boussaâda (2-1). Malgré cette défaite, l'ABS reste confortablement installé à la 8<sup>e</sup> place du classement général, avec huit longueurs de retard sur le podium.

#### Résultats et classement :

MCEE-CABBA	3-0
CRBAF-JSMB	0-0
MCS-JSMS	1-1
PAC-ASO	0-1
USMB-ASK	2-0
RCA-ABS	2-1
GSM-ASMO	1-1
USB-WAB	1-0

	Pts	J
1). Paradou AC	56	27
2). USMB Blida	45	27
3). USB Biskra	42	27
4). JSM Béjaïa	40	27
5). JSM Skikda	39	27
6). CAB Bou Arréridj	36	27
->. MC Saïda	36	27
8). Amel Boussaâda	34	27
->. ASM Oran	34	27
->. ASO Chlef	34	27
11). CRB Ain Fekroun	33	27
->. MC El Eulma	33	27
13). GC Mascara	32	27
14). WA Boufarik	28	27
15). AS Khroub	24	27
16). RC Arbaâ	22	27

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Accidents de la route/Durant les dernières 48 heures

## Cinq personnes décédées et 23 autres blessées

CINQ personnes ont trouvé la mort et 23 autres ont été blessées dans neuf accidents de la route survenus durant les dernières 48 heures à travers le territoire national, selon un bilan établi hier par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Sidi Bel-Abbès avec deux personnes décédées, suite à une collision entre un véhicule léger et un camion semi-remorque, survenue au niveau de la commune de Sidi Ali Boussidi, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont inter-

venus pour prodiguer les soins de première urgence à neuf personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage à l'intérieur de leurs domiciles au niveau de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj. Par contre, quatre personnes sont décédées asphyxiées par le monoxyde de carbone à Chlef, Souk Ahras et Batna. D'autre part, il a été procédé à l'extinction de sept incendies urbains et divers au niveau des wilayas d'Alger, Biskra, Médéa et Tizi Ouzou.

Slim O.

## Ouargla

### 120 participants à la course de Bour El-Haicha

CENT VINGT coureurs des deux sexes ont participé hier à la course de Bour El-Haicha (périphérie de Ouargla), dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la santé, at-on constaté.

Les participants de diverses catégories d'âge (17 à 21 ans), ainsi que 12 à 16 ans et moins de 12 ans) ont pris part à cette course sur un parcours oscillant entre 2 000, 1 000 et 500 mètres, selon les organisateurs. Initiée par le Club amateur «Itihad Bour El-Haicha» en coordination avec

la l'association locale «El-saâfa» (Feuille de palmier) et le centre culturel de cette localité, la compétition s'est déroulée dans une ambiance festive animée par des jeunes spectateurs. Cette manifestation sportive organisée sous la supervision de la Ligue des sports pour tous, en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya de Ouargla, a été clôturée par une cérémonie de remise de trophées et de médailles aux vainqueurs.

R. S.

## Grand Prix de vitesse de l'Ouarsenis

### 46 véhicules au coup d'envoi de la 1<sup>re</sup> édition

LE COUP d'envoi de la première édition du grand prix de vitesse (autos) a été donné hier dans le chef-lieu de la wilaya de Tissemsilt (Ouarsenis) avec la participation de 46 pilotes sur un circuit fermé de 1,2 km et en présence d'une foule importante de spectateurs. Organisée par la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM) en collaboration avec la direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Tissemsilt, cette première édition se veut une occasion pour promouvoir les caractéristiques culturelles et touristiques de la région. Cinq catégories de véhicules prennent part à cette course : R1 (0 à 1200 M cube), R2 (1601 à 2000), R3 (2001 à 2005), R4 (Plus de 3000) et R5 (voitures historiques prototypes). Après la séance de contrôle technique et les essais chronométrés, les participants espèrent décrocher les premières places en réalisant le maximum de tours. Les participants à cette première édition se sont engagés à respecter tout ce qui a trait à la protection de l'environnement et les règlements internationales régissant la pratique de cette discipline. Pour rappel, une course de moto s'était déroulée vendredi sur les hauteurs du Parc national de Thénia Elhad. Les clubs de la wilaya d'Alger ont remporté trois titres sur les cinq mis en jeu.

Racim S.

## Fédération algérienne d'athlétisme

### Chaouki Achour quitte la direction de l'organisation sportive

LE DIRECTEUR de l'organisation sportive (DOS) de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), Chaouki Achour, a décidé de se retirer de son poste, a appris l'APS hier auprès du concerné. «L'Assemblée générale de la Fédération algérienne d'athlétisme a élu un nouveau président,

ainsi qu'un nouveau bureau fédéral qui, peut-être, souhaitent former leur propre équipe. J'ai donc décidé de me retirer et laissé la place à d'autres», a indiqué le désormais ex-DOS de la FAA à l'APS.

Achour a affirmé n'avoir aucune idée sur sa future destination, mais il s'est dit optimiste

quant à la réception d'une nouvelle réaffectation, d'ici un avenir proche. Idem du côté de la FAA, qui selon les dernières informations, n'a pas encore procédé à la désignation d'un nouveau DOS, mais «cela ne saurait tarder» selon les mêmes sources.

H. Y.

## Les États-Unis bombardent la Syrie



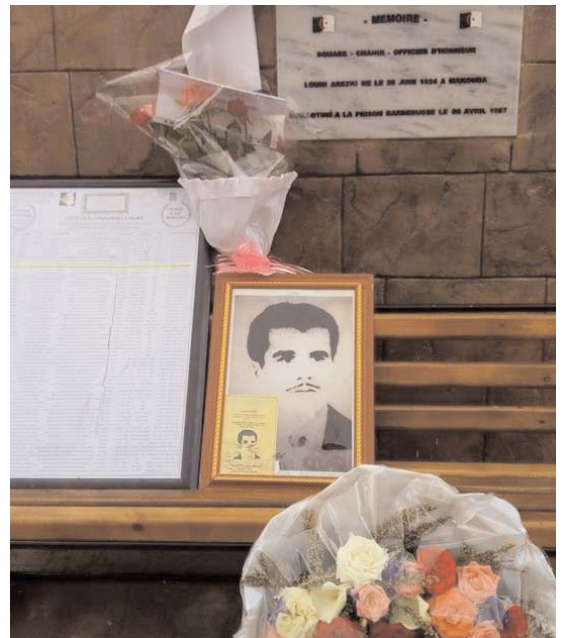
## 60<sup>e</sup> anniversaire de l'exécution du chahid Arezki Louni

### Une placette baptisée à son nom

Des moudjahidine et proches du défunt ont tour à tour pris la parole pour rendre hommage à ce martyr, exécuté le 8 avril 1957 dans la prison de Serkadji (Alger).

Par Hamid M.

L'opération de réalisation de la placette d'un montant de 5 millions de dinars a été prise en charge par la commune de Makouda. Le chahid Louni Arezki a eu droit, pour le 60<sup>e</sup> anniversaire de son exécution par l'occupant français, à une autre reconnaissance par sa région natale Makouda (20 km au nord de Tizi Ouzou) en baptisant une placette au chef-lieu de la même commune à son nom. La plaque a été dévoilée, hier, en présence d'une foule nombreuse parmi les habitants de la localité, les autorités locales, la «famille révolutionnaire», des membres de la famille Louni et une délégation de l'association «La rampe Louni Arezki» de La Casbah d'Alger. Des moudjahidine et proches du défunt ont tour à tour pris la parole pour rendre hommage à ce martyr, exécuté le 8 avril 1957 dans la prison de Serkadji (Alger). A noter qu'il y a un autre projet d'hommage au défunt par la restauration de sa maison familiale pour l'ériger en musée. Ce projet de restauration de la



maison du chahid Louni Arezki est l'œuvre des étudiants en architecture de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou. Les initiateurs de ce projet visent à faire revivre un lieu d'histoire et contribuer à la préservation de la mémoire de celui qui était l'ami de Ali La Pointe. Sauf que l'opération nécessite un budget de 15 millions de dinars, selon l'estimation de l'étude, ainsi que la levée des contraintes liées à la propriété de la maison. Il y a lieu de rappeler, enfin, que Louni Arezki, de son vrai nom El-Hadi Louni, est né le 26 août 1924 à Makouda où il avait vécu huit ans avant

que sa famille ne se déplace à La Casbah (ex-Rampe Valée), où il tenait une épicerie. Il avait rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) avec son ami Ali La Pointe et avait organisé plusieurs actions contre l'armée coloniale française. La dernière action menée par Louni Arezki contre le colonisateur remonte au 24 décembre 1956, suite à laquelle il sera arrêté dans un immeuble où il s'était réfugié. Jugé et condamné à mort deux mois plus tard, il sera guillotiné le 8 avril 1957 à la prison de Serkadji (ex-Barberousse).

H. M.